

Écrit par le 4 décembre 2024

Énergies renouvelables : où en sommes-nous dans le Vaucluse ?



Alors que le département de Vaucluse est classé parmi les zones les plus chaudes du pays, la production d'énergie verte et en particulier d'origine solaire y est l'une des plus faibles de France. Alors que le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région PACA prévoit une autosuffisance électrique dans 30 ans, cet objectif est-il atteignable ?

C'est une grande première qui devrait faire date. Au premier semestre de l'année 2024, les pays de l'Union Européenne ont produit davantage d'électricité provenant de l'éolien et du solaire que des énergies fossiles. 30% pour être précis (source : Think tank Ember). L'UE s'est fixée comme objectif 42,5% à l'horizon 2030. De son côté la France, affiche 22,2%. Et si on zoome d'avantage, en PACA nous sommes à 11% et dans le département de Vaucluse à 3% !

Ecrit par le 4 décembre 2024

Et cela pour l'ensemble des sources d'énergies renouvelables (ENR) : hydroélectricité, solaire, éolien, biomasse, géothermie, méthanisation...

Si la France est en retard, le Vaucluse fait figure de mauvais élève

Dans le Vaucluse, l'hydroélectricité représente aujourd'hui 84% de la production d'énergie verte et le photovoltaïque 11% (source : Enedis). Le plus gros site de production d'électricité hydraulique est installé au niveau de la commune de Bollène, sur un canal parallèle au Rhône (barrage de Donzère-Montdragon). Il a été inauguré par Vincent Auriol en 1952, c'est-à-dire une éternité ! Il a fallu attendre 2019 pour qu'un autre projet d'envergure utilisant des énergies renouvelables soit mis en œuvre. Il s'agit de la centrale photovoltaïque flottante de Piolenc, avec ses 47 000 panneaux (soit 22 hectares), elle fût un temps la plus grande d'Europe.



[Centrale hydroélectrique de Bollène](#). ©CNR Bollène

Ecrit par le 4 décembre 2024



Centrale solaire flottante de Piolenc. DR

Concernant l'éolien, il est très peu développé en Provence, en raison de la présence de plusieurs bases aériennes (Salon, Istres, Orange).

En résumé, aujourd'hui dans le Vaucluse, 97% de l'énergie consommée est encore d'origine fossile et nucléaire, alors que le département a été un des pionniers en France, en matière de photovoltaïque.

Donc, si la France est en retard, le Vaucluse fait figure de mauvais élève, alors que les potentiels naturels sont importants et pas uniquement sur le photovoltaïque.

La puissance publique à l'initiative

Conscient de ce retard et de la nécessité absolue d'une transition énergétique rapide, l'État a défini des objectifs et un cadre au travers de la loi APER (mars 2023). Celle-ci donne aux communes un rôle central dans ce chantier d'envergure aux allures de course contre la montre. Dans chaque département un référent a été nommé, dans le Vaucluse, il s'agit de Bernard Roudil, sous-préfet de Carpentras. Il coordonne un groupe de travail réunissant tous les acteurs concernés (DREAL, Enedis, Direction Départementale des Territoires, Syndicat d'énergie vauclusien...). En mai 2023, une cartographie

Écrit par le 4 décembre 2024

recensant les zones du département offrant du potentiel pour les énergies renouvelables a été établie. Elle a été envoyée à toutes les communes du département qui devront, après consultations du public et délibérations, définir des zones d'accélération de la production d'énergie renouvelables (ZAER). « Il s'agit de donner un signal politique fort à tous les porteurs de projets », précise Bernard Roudil, sous-préfet.



©Boralex (Peyrolles-en-Provence)

« La volonté doit être d'abord politique », affirme Fabrice Liberato, le président du SCoT Cavaillon - Coustellet - Isle-sur-la-Sorgue

Même son de cloche du côté des élus locaux. « La volonté doit être d'abord politique », affirme [Fabrice Liberato](#), le président du [SCoT Cavaillon - Coustellet - Isle-sur-la-Sorgue](#). Consciente de l'importance d'une démarche concertée et commune, cette interco s'est rapidement saisie du sujet. Ses travaux devraient aboutir sur des premières réflexions et propositions, qui seront présentés aux élus des 21 communes de ce SCoT en septembre prochain. À suivre...

De son côté la communauté d'agglomération du Grand Avignon s'est également engagée dans la transition écologique au travers de son projet de territoire et d'un plan climat Territorial ambitieux. Cette

Ecrit par le 4 décembre 2024

collectivité se fixe pour objectif, sur son territoire, de multiplier par trois la production en énergies renouvelables et de diviser par deux la consommation. Avec cet effet de ciseau l'autosuffisance pourrait être atteinte à l'horizon 2050.

Multiplier par trois la production d'énergie photovoltaïque à l'échéance 2030

Concernant le photovoltaïque (près de 70% du potentiel des énergies vertes du département), l'objectif est de multiplier par trois sa production à l'échéance 2030. Outre le développement des équipements domestiques, plusieurs projets d'envergure sont dans les starting-block, du côté d'Orange, de Bollène ou de Cairanne. C'est sans compter aussi sur toutes les initiatives issues des collectivités et des entreprises, avec notamment de très nombreux projets de couverture de toits de bâtiment ou de parking. La densité et le maillage du réseau Enedis offre de nombreuses possibilités de raccordement aux installations domestiques et industrielles, confirme Bernard Roudil.

Mais il n'y a pas que le photovoltaïque dans la transition énergétique. Pour les experts, il est essentiel de pouvoir développer un mix énergétique adapté aux besoins et aux ressources de chaque territoire. Et au moins pour une raison. La production photovoltaïque ne peut qu'être diurne, donc ne couvrir qu'une partie des besoins. Sachant qu'aujourd'hui on n'a pas trouvé de vraies solutions industrielles pour stocker l'électricité. De ce point de vue, la géothermie présente un potentiel important, notamment grâce à la présence de nombreuses nappes phréatiques. Ce que confirme Bernard Roudil, responsable du groupe de travail chargé de la transition énergétique pour le département de Vaucluse. On estime qu'au moins 15% de l'énergie consommée pourrait provenir ce mode de production encore trop peu utilisé.

Mais l'impulsion donnée par l'État, qui ne donne qu'un cadre et pas de moyens ou de facilités précises (sauf des droits de dérogations sur des zones dites rouges), sera-t-elle suffisante pour atteindre les objectifs fixés et gagner la bataille qui est engagée ?

Le Vaucluse, pionner en matière de photovoltaïque

Bien qu'aujourd'hui la part de la production d'électricité verte dans le département de Vaucluse reste faible (3%) de nombreux projets dans le domaine du photovoltaïque ont été novateurs ou importants par leur taille.

Historiquement, c'est sur le plateau de Sault que la première grande centrale photovoltaïque a été déployée. Il s'agissait de reconvertir une partie des anciennes installations de dissuasion nucléaire du plateau d'Albion, démantelées en 1998. Mise en service en 2010, cet équipement fut une des premières centrale au sol de France. Les 16 400 panneaux, soit 3 hectares de surface utile délivrent une puissance de 1,2 MWc, de quoi fournir en énergie 600 foyers.

Autre avant-première, avec la première centrale photovoltaïque flottante à Piolenc (Vaucluse). Installée sur une partie d'une ancienne gravière, cette centrale a été mise en service en 2019. En juillet 2023, une seconde tranche s'est ajoutée, faisant de Piolenc la plus importante centrale photovoltaïque flottante d'Europe. Avec 47 000 panneaux soit 22 hectares au total elle produit 22 MWc, de quoi alimenter 6 000 foyers (hors chauffage). Ce qui permet à Piolenc de revendiquer le titre de ville à énergie positive (elle

Ecrit par le 4 décembre 2024

produit plus qu'elle ne consomme).

Pour en savoir plus sur la centrale photovoltaïque flottante de Piolenc

[L'avignonnais Q Energy va réaliser la plus grande centrale solaire flottante d'Europe](#)

On estime qu'en France, le potentiel du solaire flottant à quelque 20 GW répartis sur 1300 sites potentiels

En 2022, sur une partie de l'ancienne carrière d'extraction de granulats de Peyrolles-en-Provence (Bouches-du-Rhône) une autre centrale flottante a été installée, d'une taille un peu plus modeste (12 hectares tout de même) elle génère une puissance de 14,7 MWc. De quoi là aussi satisfaire les besoins des habitants, même si l'électricité produite est injectée dans le réseau Enedis.

Cette technologie présente plusieurs avantages. Il limite l'évaporation des plans d'eau et offre des rendements améliorés grâce à l'effet refroidissant de l'eau. Et, surtout le solaire flottant n'utilise pas de terres agricoles. En France, on estime son potentiel à quelque 20 GW répartis sur 1300 sites.

Départements et villes largement mobilisés

Le [Département de Vaucluse](#) n'a pas attendu la mise en œuvre du plan climat pour avancer. La collectivité présidée par Dominique Santoni a déjà ainsi déployé des panneaux photovoltaïques sur plusieurs bâtiments publics comme des collèges notamment.

Même si les projets de développement des ENR sont laissés à l'initiative des communes, la communauté d'agglomération du [Grand Avignon](#) entend y jouer un rôle central. Outre la définition de grandes orientations stratégiques, l'EPCI assurera la coordination et le suivi des projets. À ce jour, 31 actions ont planifiées.

D'ores et déjà, sur le foncier maîtrisé par le Grand Avignon, les orientations prises sont :

- Rénovation énergétique des bâtiments publics pour réduire les consommations avec développement d'énergies renouvelables en autoconsommation collective si possible (étude en cours sur Agroparc),
- Couverture des parking relais en ombrières,
- Etude de la couverture des bassins de rétention en photovoltaïque.

Ecrit par le 4 décembre 2024

D'autres initiatives locales sont également à signaler dont certaines comme à Mérindol où, à l'initiative de son maire, Philippe Batoux, une coopérative associant la collectivité et ses habitants a été créée pour déployer une petite centrale photovoltaïque.

De son côté la région PACA a lancé le 15 juillet dernier une grande [consultation en ligne pour collecter des données nécessaires à la planification écologique](#) dans la région. Les fruits de ses travaux devrait être présentés à la fin de l'année 2024.

Les projets et réalisations du département de Vaucluse sur son patrimoine bâti

Sites équipés de panneaux photovoltaïque en 2024 :

- Espace Départemental des Solidarités : Apt, 120 m², 34 MWh de production annuelle estimée
- Centre routier d'Apt : 80 m², 25 MWh de production annuelle estimée

Sites équipés de panneaux en 2025 :

- MEMENTO (pôle des patrimoines Agroparc Avignon) 500 m², 43 MWh de production annuelle estimée (dont 136 MWh en autoconsommation)
- SLL Sorgues (service Livre et lecture) 70 m², puissance installée : 15 KWc
- MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) 250 m², puissance installée : 49 KWc

Une convention d'occupation a été signée avec un tiers investisseur afin d'équiper 8 collèges en panneaux photovoltaïques, avec revente totale de l'électricité par l'investisseur :

- Production 2022 : 1 318 MWh
- Production 2023 : 1 385 MWh

Projet de déploiement de panneaux photovoltaïques sur nos bâtiments en autoconsommation collective :

- Objectif : atteindre 1/3 de la consommation électrique du Département soit une production de 1 690 MWh/an
- Création de 15 boucles d'autoconsommation collectives alimentant une trentaine de bâtiments du Département
- Au cœur de ces 15 boucles, une vingtaine de bâtiments seront étudiés pour être potentiellement équipés de panneaux PV
- Installation des panneaux envisagée sur 2026/2027

PACA : appel à candidatures pour la

Ecrit par le 4 décembre 2024

5ème édition du Prix Santé Entrepreneurs



Engagée auprès de 6.500 chefs d'entreprises et entrepreneurs sur la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse, Harmonie Mutuelle lance l'appel à candidatures pour une nouvelle édition du Prix santé entrepreneurs. Cette initiative a pour objectif de valoriser et récompenser les actions d'entrepreneurs en faveur de la santé et du bien-être de leurs salariés ou de leur environnement.

Les entrepreneurs des régions PACA et Corse, adhérents ou non d'[Harmonie Mutuelle](#) ont jusqu'au 25 septembre s'ils veulent participer à la 5^{ème} édition du Prix Santé Entrepreneurs organisée par l'acteur majeur de la protection sociale en France. Une dotation de 5.000 euros est prévue pour le premier prix et 1.000 euros seront attribués aux prix coup de cœur. Les lauréats régionaux seront connus le 11 octobre avant les lauréats nationaux dévoilés de 8 novembre.

Récompenser les actions à impact positif sur la santé et l'environnement

Ecrit par le 4 décembre 2024

Harmonie Mutuelle, protège plus de 140 000 entrepreneurs en complémentaire santé. Engagés pour améliorer les conditions de travail et valoriser le fait que la santé et le bien-être sont des conditions sine qua non de la réussite entrepreneuriale, les adhérents élus entrepreneurs membres de la commission Harmonie Mutuelle Entrepreneurs sont à l'origine de la création du Prix Santé Entrepreneurs.

Les prix nationaux seront attribués et remis aux entrepreneurs qui ont menés des actions internes à impact positif dans le domaine de la santé. Ils seront décernés selon les critères suivants :

- La santé, le bien-être du chef(fe)d'entreprise
- La santé, le bien-être de ses salariés
- La santé, le bien-être de ses clients
- La santé, le bien-être de son environnement au sens large

« Nous sommes fiers d'accompagner les entreprises dans leurs démarches de qualité de vie au travail et d'actions en faveur de l'environnement. Chez Harmonie Mutuelle, nous sommes convaincus qu'intégrer la santé dans une démarche globale de performance est une condition de réussite et de longévité entrepreneuriales. En qualité d'Entreprise Mutualiste à Mission, engagée auprès des entrepreneuses, des entrepreneurs et de leurs salariés, nous mettons en œuvre des solutions innovantes pour les protéger et les accompagner dans leur vie professionnelle et personnelle. Avec le Prix Santé Entrepreneurs, nous valorisons les initiatives innovantes menées dans les territoires, au service de la santé, du bien-être et de la solidarité entre entrepreneurs. Une mission qui est au cœur de notre raison d'être. » a déclaré [Robert Jimenez](#), directeur régional Provence-Alpes-Côte d'Azur & Corse chez Harmonie Mutuelle.

PACA : EDF et France Travail s'engagent en faveur de l'emploi et du recrutement sur le territoire

Ecrit par le 4 décembre 2024



Frédéric Busin, directeur Action Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur Groupe EDF et Pascal Blain, directeur France Travail Provence-Alpes-Côte d'Azur se sont engagés via la signature d'un accord à poursuivre leur action commune en faveur de l'emploi et du recrutement. Cet accord prévoit une amplification des plans d'exécution et des actions engagées depuis de longue date.

[EDF](#) et [France Travail](#) poursuivent leur collaboration historique. Les deux structures « essentielles » à l'économie française, partenaires depuis de très nombreuses années, se sont engagés via la signature d'un nouvel accord sur deux axes et enjeux d'avenir : la promotion des métiers en tension et le recrutement.

[Frédéric Busin](#), directeur Action Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur Groupe EDF a expliqué, suite à ce nouveau partenariat, l'importance des enjeux du Groupe EDF sur le plan des compétences et les actions qui seront mises en place : « En 2024, dans la région, nous accueillerons plus de 1100 nouveaux collaborateurs et les besoins de recrutement se poursuivront dans les prochaines années. Dans un contexte de relance du programme nucléaire, de développement des énergies renouvelables, et de reprise des investissements dans l'hydraulique, le groupe EDF augmente ses volumes de recrutement pour répondre aux besoins en compétences industrielles, techniques et numériques dans la durée. »

Des actions de formation et d'insertion professionnelle

EDF et France Travail poursuivront leurs actions de formation et d'adaptation au poste de travail des

Écrit par le 4 décembre 2024

candidats retenus et privilégieront l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi. Cela peut englober plusieurs cas : personnes sortant de formation, stages et alternance, jeunes suivis dans le cadre du Contrat Engagement Jeune, personnes éligibles aux Emplois francs, personnes accompagnées par France Travail à la suite d'un licenciement économique.

« Avec plus de 1000 postes à pourvoir par année dans la région, le groupe EDF propose de véritables opportunités de carrière qui permettent de répondre aux enjeux de la transition énergétique. France Travail soutient le développement du groupe en faisant connaître la diversité de ses métiers et en sélectionnant des nouveaux profils de candidats grâce à des méthodes de recrutement innovantes basées principalement sur les savoir-être et la motivation, complétées par de la formation. », a de son côté précisé [Pascal Blain](#), directeur France Travail Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les deux partenaires agiront également pour la diversité des emplois dans l'industrie énergétique et sa sensibilisation auprès des candidats ou demandeurs d'emploi. Un accent particulier sera mis lors de la Semaine de l'Industrie, de Forindustrie et de la Semaine des métiers du nucléaire, deux événements d'emploi et formation.

Encore quelques jours pour candidater aux Trophées des Transitions et de la RSE

Ecrit par le 4 décembre 2024



Le **LAB RSE innovation** organise la 20^e édition de ses Trophées des Transitions et de la RSE Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les entreprises ont jusqu'au mercredi 31 juillet pour envoyer leur candidature.

Les entreprises ayant au moins deux ans d'ancienneté et un salarié (cela peut être le créateur de l'entreprise) qui ont la responsabilité sociétale au cœur de leur stratégie peuvent candidater aux Trophées des Transitions et de la RSE PACA et aux Trophées des Transitions et de la RSE départementaux.

Ces Trophées sont l'occasion pour les entreprises de faire le point sur leur démarche RSE en bénéficiant d'un pré-diagnostic mettant en lumière les points forts et les points faibles de leurs actions. Les entreprises pourront également bénéficier d'un label engagé RSE et responsibility europe en économisant jusqu'à 50% du coût du label. L'obtention d'un trophée permet la valorisation de la qualité de travail, le gain de reconnaissance et de fierté des salariés, la valorisation des parties prenantes (salariés, fournisseurs, clients, actionnaires, collectivités), le gain de notoriété, une reconnaissance comme étant une structure leader de la Responsabilité Sociétale en région PACA, ou encore l'appartenance à une communauté d'une centaine de lauréats.

Ecrit par le 4 décembre 2024

Pour envoyer sa candidature, il suffit de créer un compte sur le site d'Acesia et de remplir [le questionnaire en ligne](#), avant le mercredi 31 juillet, qui est axé sur la vision et la gouvernance, les ressources humaines et les aspects sociaux, l'environnement, la réalisation-fabrication des produits/services, ainsi que l'ancrage territorial.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

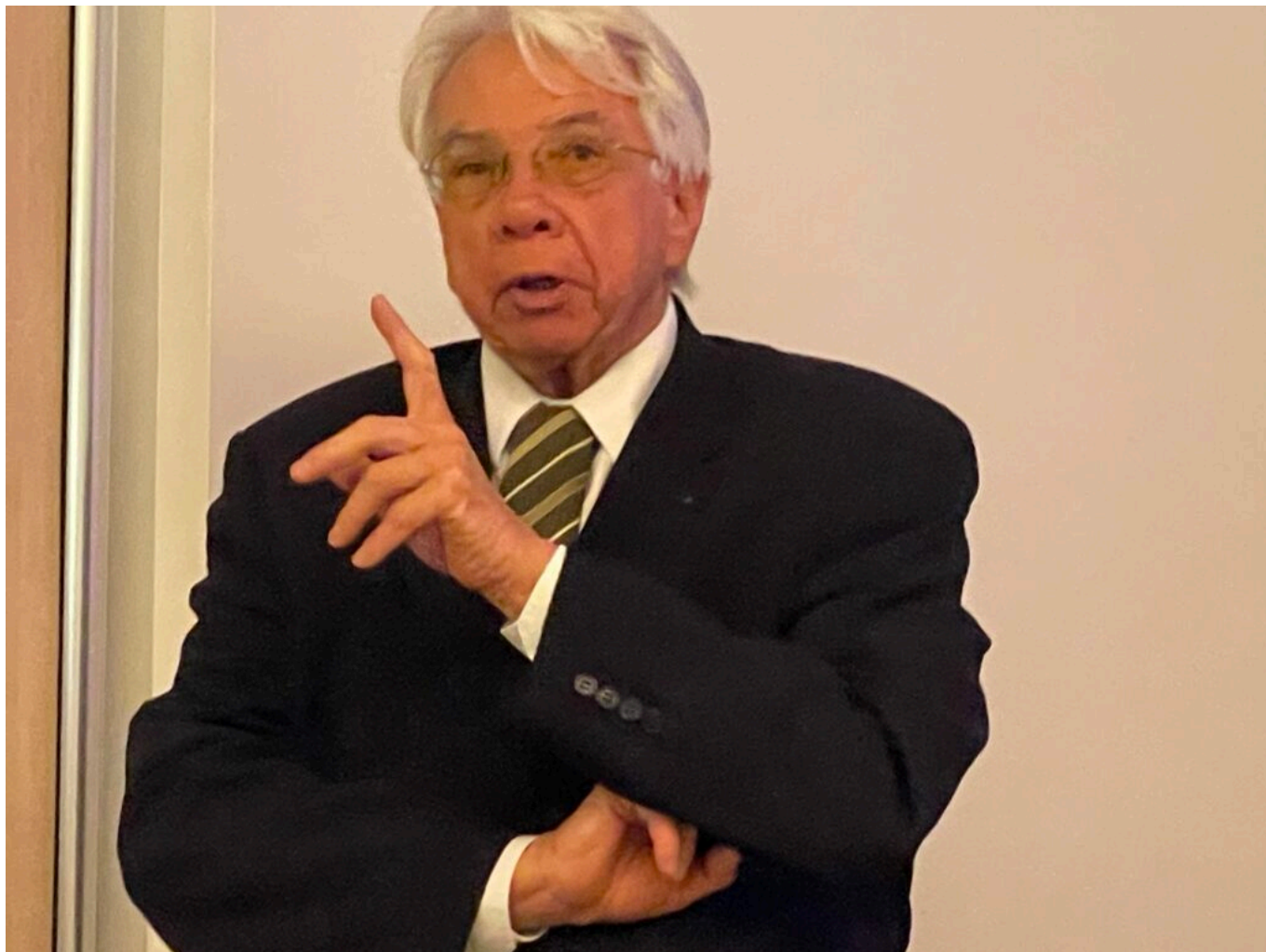
Grand Delta Habitat, Etat des lieux et stratégie

Ecrit par le 4 décembre 2024



Lors du dernier Delt'apéro ayant pour thème la Transparence bancaire, Michel Gontard et les équipes de **Grand Delta Habitat**, leader des bailleurs sociaux de Vaucluse parti à la conquête des régions Paca, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes -dans une moindre mesure- et des Alpes-Maritimes, ont évoqué la transparence bancaire. Une analyse poussée venue contextualiser le marché sur lequel se meut avec difficulté le logement social qui a perdu, depuis 2017, l'appui du gouvernement et doit faire face à une conjoncture française et internationale des plus complexes. C'est aussi l'heure, pour ceux qui ont su maintenir leur croissance, de se montrer agiles et de rafler la mise... Même en temps de crise.

Écrit par le 4 décembre 2024



Michel Gontard, Président de Grand Delta Habitat Copyright MMH

Mais avant d'aller plus avant dans l'analyse de ce qui se joue actuellement, quelle est la position de Grand Delta Habitat ?

Grand Delta Habitat ce sont 39 375 logements, répartis dans 194 communes, dans quatre régions et 7 départements (84, 83, 30, 26, 13, 06 et 04), mais dont le plus grand nombre de logements se situent dans le berceau de la coopérative soit 29 572 maisons et appartements en Vaucluse bientôt rejoints par 1 168 nouveaux habitats sur ce même territoire.

Une présence en zones tendues

Il est vrai que le bailleur social travaille également prioritairement sur les zones tendues comme dans le Var où 831 logements rejoindront les 774 logements déjà présents. Même chose du côté des Bouches-du-Rhône où 522 nouveaux habitats viendront grossir un patrimoine d'actuellement 3 907 logements, sans oublier les Alpes-Maritimes où 831 logements à venir compléteront les 774 habitations. Pour l'heure, la

Ecrit par le 4 décembre 2024

coopérative a déjà racheté 759 logements à ses confrères et en livrera autant, en programme neuf, d'ici la fin de cette année.

Des chiffres au carré

Concrètement, en 2023, GDH a ainsi réalisé un chiffre d'affaires de 215M€, investi 125M€, dégagé des ressources financières à hauteur de 36,3M€, obtenu un résultat net de 20,1M€, réalisé des plus-values grâce à la vente d'habitats à hauteur de 18,9M€ et bâti un autofinancement de 17,3M€. **Dans le détail ?** Le bailleur social loge 93 300 personnes, possède 9 747 lots en gestion de copropriété, a livré 805 logements, accueille 662 salariés, a vendu 158 logements et propose un suivi personnalisé des familles logées via 15 agences commerciales. Enfin, la coopérative arrive à un taux de recouvrement de 98,81% et 3,02% de logements vacants.



Michel Gontard, président de GDH et Xavier Sordelet, directeur général GDH ont commenté la conjoncture et la feuille de route de la coopérative Copyright MMH

Ecrit par le 4 décembre 2024

Les projections 2024

Grand Delta Habitat prévoit une marge annuelle de l'activité accession de 254M€ ; La collecte de 211M€ de loyers bruts (soit 194M€ net) ; La vente de logements pour 13,3M€ dont celle du Foyer 'Baigne pieds' 54 équivalents logements pour un produit d'un peu plus de 4M€ ; une vacance en dessous des 900 logements et une optimisation de l'organisation de sa structure avec 667 salariés à la fin de cette année. Au chapitre des freins : Une réduction de Loyer de Solidarité estimée à 16M€, tandis que la part affectée à la remise énergie est de 750 KF€ ; enfin, le coût de la vacance financière avec les démolitions se monte à une perte de 6 101KF.

Le Livret A

Le livret A passé de 0,5% en février 2020 à 3% en février 2023, et dont environ 60% de la collecte est dévolue au financement du Logement social via les prêts consentis de la Caisse des dépôts aux organismes sociaux (il représente avec le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) 542 milliards d'euros de collecte en France), a sensiblement alourdi l'encours de la dette des bailleurs sociaux, évalué à 150 milliards d'euros. Les charges augmentant, ceux-ci sont là encore entravés dans leur résultat d'exploitation et leur capacité d'investissement.



Jardins de Sophie Copyright Sylvie Villeger

Les autres leviers exercés par GDH pour conforter son budget ?

L'augmentation de l'Indice de référence (IRL) des loyers à hauteur de 3,5% hors DPE (diagnostic de performance énergétique) F et G du patrimoine existant ; L'optimisation du calendrier de libérations et

Écrit par le 4 décembre 2024

démolitions, et la réduction des logements vacants de 1 184 à 900, à fin décembre.

Les perspectives 2025-2028

GDH ambitionne **un autofinancement** de 18,2M€ en 2025 ; 21,3M€ en 2026 ; 24,3M€ en 2027 et 23,8M€ en 2028. Un patrimoine de logements allant de 40 862 en 2025 ; 41 491 en 2026 ; 42 216 en 2027 et 42 802 en 2028.

Un chiffre d'affaires loyers de 208,410M€ en 2025 ; 220 520 en 2026 ; 229 807 en 2027 et 238 934 en 2028.

En termes de **ventes de logements**, la coopérative verrait un retour sur investissement de 14,7M€ en 2025 ; 15,1M€ en 2026 ; 15,4M€ en 2027 et 15,8M€ en 2028. **GDH prévoit entre 2025 et 2028** d'investir 953M€ à destination des opérations nouvelles ; 266M€ de réhabilitations ; D'exécuter une maintenance de son parc à hauteur de 137M€ et d'investir 39M€ dans de nécessaires démolitions.

A 2028, **la coopérative prévoit d'accueillir** 42 802 logements et foyers ; 4 107 logements réhabilités ; aura procédé à 1 083 ventes de logements ; exécuté 1070 démolitions et à 104 ventes de logements.

Standard & Poor's

L'ingénierie financière de GDH est saluée depuis 5 ans, par l'agence de notation Standard & Poor's qui lui a attribué la note de A pour ses choix de financement à long terme et A1 pour ces décisions en matière de financement à court terme. Cependant si GDH se révèle être une machine de guerre du Logement social au sein du Vaucluse et désormais vers les zones tendues des régions limitrophes et au-delà, le contexte conjoncturel et financier n'est pas des plus aisés. Michel Gontard, patron de la coopérative s'en est largement ouvert lors de ce Delt'Apéro de la Transparence bancaire.

Une conjoncture inquiétante

«La conjoncture est inquiétante, a relevé, durant la soirée, Michel Gontard. En effet, les bailleurs sociaux accélèrent les ventes en bloc pour retrouver leurs capacités financières.» Ainsi Erilia, SFHE (Société française d'habitations économiques), Unicil, Logis familial Varois, CDC Habitat (Caisse des dépôts et consignations), 13H (1^{er} bailleur social public des Bouches-du-Rhône), 3F (Groupe d'Action Logement) et Sacogiva (Bailleur d'Aix-en-Provence) ont proposé une partie de leur patrimoine à Grand Delta Habitat.

Besoin de liquidité des confrères bailleurs

En tout, 2 200 logements ont été proposés, en 2024, à GDH par ses confrères et pour lesquels le bailleur vauclusien en a acquis 759 en dessous de 2 000€/m² et même à Nice à hauteur de 1 600€/m². **Plus précisément ?** Les 759 logements ont été achetés à Erilia, Sacogiva, 1001 vies habitat, 3F Sud, à CDC Habitat ainsi qu'à Unicil.

Ecrit par le 4 décembre 2024



Le Delt'Apéro de la Transparence bancaire réunissait Les directeurs et les administrateurs de la coopérative ainsi que ses partenaires financiers

Un contexte de crise inédit

«Nous sommes dans un contexte de crise inédit, analyse le président de GDH, détaillant les freins intervenant puissamment au creux d'une conjoncture marquée par le Covid -depuis mars 2020- puis la guerre en Ukraine intervenue fin février 2022 et dont l'impact s'est fait ressentir sur la production et la vente de logement.»

« D'autres perturbations

impactent la sphère économique, a rappelé le leader vauclusien des bailleurs sociaux comme, notamment, le retour de l'inflation, l'augmentation des coûts de construction, ainsi que celui de l'argent -qui a eu pour conséquence de diminuer les capacités d'emprunt immobilier, notamment des particuliers, jusqu'à + de 50 000€. »

Ecrit par le 4 décembre 2024

« La disparition des aides publiques

sont pour beaucoup supprimées. Quant au Prêt à taux zéro (PTZ), s'il a, en effet, été prolongé jusqu'en 2027, son usage a été restreint. Le dispositif concerne l'acquisition d'un logement neuf en zone tendue ou d'un logement ancien avec travaux en zone détendue. Le dispositif subit également le recul de solvabilité du primo-accédant cependant son action touche désormais 800 nouvelles communes. » Pour Michel Gontard, « le PTZ demeure intéressant dans le cadre de l'accession sociale à la propriété dans le cadre d'achat en PSLA (Prêt social location/accession), en BRS (Bail réel social) sur l'ensemble des ventes HLM. »

La fin programmée du dispositif Pinel d'investissement locatif

Cette disposition, éteinte en 2024, permettait une réduction d'impôt allant jusqu'à 21% du prix d'acquisition d'un bien mis en location. Pourtant le Pinel avait permis la construction de 500 000 logements depuis sa création en 2014. « Sa disparition remet en question l'équilibre des opérations de logement en réduisant la part des investisseurs. La promotion immobilière est désormais le fait des bailleurs sociaux. »

Ecrit par le 4 décembre 2024



Le nouveau Chai Copyright Sylvie Villeger

Le mille-feuille de la réglementation

Désormais la concurrence établit ses règles par voie de réglementations que seuls les plus grands faiseurs peuvent absorber telles que la Loi Climat et résilience qui interdit l'augmentation des loyers des logements du parc privé classés F et G au titre du DPE (Diagnostic de performance énergétique).

En 2024

toutes les étiquettes DPE sont autorisées à la location à condition de consommer moins de 450Kwh/m² par an. En 2025, l'Etat prévoit d'exclure du parc locatif les logements classés en G, puis F en 2028 et E en 2034.

Ecrit par le 4 décembre 2024

La loi Zan

Fixe de réduire de moitié la consommation des surfaces naturelles d'ici 2030 afin de cesser d'artificialiser les sols d'ici 2050.

Les effets collatéraux

Entre 2021 et 2023 la Fédération des promoteurs a observé un recul de 50% des ventes de logements au détail et de 60% des ventes de logements aux investisseurs. 900 agences immobilières ont été placées en redressement judiciaire ou en liquidation en 2023 soit +3% par rapport à 2022.

Offices notariaux, archis, déménageurs...

Près de 1 000 licenciements ont été annoncés dans les offices notariaux car le nombre de transactions immobilières dans l'hexagone est passé de 1 Million en 2022 à 900 000 en 2023. Les cabinets d'architecte se sont séparés de 15% de leurs effectifs dès le 1^{er} semestre 2024 soit 10 000 suppressions d'emplois sur 60 000. Même ressenti du côté des déménageurs avec un recul de 20% de l'activité et une baisse d'activité de 2,5% chez les marchands de meubles. Enfin, du côté des collectivités, les droits de mutation n'ont pas été au rendez-vous. Le Conseil départemental qui avait budgété 110M€ en 2024 subira un recul de 30M€ par rapport à 2023.

Désormais

Les bailleurs sociaux qui 'tiendront la rampe' sont ceux qui sauront mêler audace, prudence et pugnacité dans l'exercice du développement d'un patrimoine de qualité, en zone tendue et sans doute également, dans le logement intermédiaire qui permet à ceux qui n'ont pas accès au logement social de prétendre à un loyer décent, en proximité des agglomérations pourvoyeuses d'emplois et de services. Pour cela, La bonne santé de l'organisme se lit en partie dans sa capacité d'autofinancement et en, regard de son seuil de fragilité.

Ecrit par le 4 décembre 2024



Les Gèraniums Copyright Sylvie Villeger

Samuel Marc nommé coordinateur Paca et Occitanie des Forces françaises de l'industrie

Ecrit par le 4 décembre 2024



Samuel Marc, président du groupe industriel vaclusien Fénix Evolution, basé à Gargas, vient d'être nommé coordinateur des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie pour le club des Forces françaises de l'industrie (FFI).

Les Forces françaises de l'industrie ont souhaité se renforcer en régions. A la suite d'une rencontre entre ses fondateurs et le vaclusien Samuel Marc en septembre 2023 et d'un [événement organisé par Samuel en Vaucluse autour de la réindustrialisation](#) du département en mars dernier, auquel était présent [Arnaud Montebourg](#), ancien ministre de l'Économie et entrepreneur actif au sein des FFI, le président de Fénix Evolution a été nommé coordinateur des régions Paca et Occitanie pour le club des FFI.

« Quand [Laurent Moisson](#) (cofondateur des FFI) m'a fait part de l'ambition des Forces françaises de l'industrie de s'impliquer davantage en régions, j'ai tout de suite voulu m'investir dans le projet. »

Samuel Marc

Ecrit par le 4 décembre 2024

Issu d'une famille travaillant dans le milieu du nucléaire, Samuel Marc s'est quant à lui dirigé vers le secteur de l'agroalimentaire. Après une première entreprise, Délisucré, qui avait obtenu en 2016 le prix de l'innovation du Salon international de l'agroalimentaire (SIAL) pour une gamme de produits sucrants adaptés aux personnes diabétiques, Samuel Marc a fondé le groupe industriel Fénix Evolution en 2020. Basée à Gargas, l'entreprise est spécialisée dans la revalorisation des fruits locaux déclassés. La société gargassienne [travaille notamment avec le Groupe Perret](#) pour créer une nouvelle génération de bio activateurs à base de ferments lactiques afin d'activer et régénérer la fertilité des sols.

Samuel Marc a donc à cœur de réindustrialiser les zones rurales, c'est d'ailleurs l'une de ses missions au sein des FFI. En tant que coordinateur régional, il aura pour missions d'organiser les Nuits de l'industrie à travers quatre événements majeurs afin de valoriser le savoir-faire français. « Cette série d'événements aura pour but final la création d'un livre blanc sur l'état de la réindustrialisation en France », développe Samuel Marc. Le Vauclusien devra également promouvoir le réseau FFI à l'échelle régionale afin de tisser des liens solides et durables, mais aussi faciliter l'implantation et le développement des industries en zones rurales et contribuer à leur dynamisme économique.

[Le Vaucluse en route vers une réindustrialisation ?](#)

La région Provence-Alpes-Côtes d'Azur est celle qui donne le plus de pourboires

Ecrit par le 4 décembre 2024



D'après une étude sur les habitudes des Français au restaurant réalisée par [sunday](#), la solution de paiement pour restaurants lancée par les fondateurs de [Big Mamma](#), la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la plus généreuse en pourboire.

Si la France n'est pas réputée comme étant le pays où les habitants laissent le plus de pourboires au restaurant, l'étude indique qu'une table sur cinq en laisse un en plus de l'addition, qui représente en moyenne 5,8% du montant de l'addition. L'étude révèle également que c'est la région Paca qui se montre la plus généreuse.

Les habitants de la région Paca sont ceux qui laissent le plus fréquemment des pourboires. En revanche, ce ne sont pas forcément ceux qui donnent le plus en termes de montant. Le plus gros pourboire enregistré depuis le début de l'année s'élevait à 112€, laissé dans un restaurant d'Auvergne-Rhône-Alpes. Suivent la région Ile-de-France où des convives ont donné 104€ de pourboire puis une table de Provence-Alpes-Côte d'Azur avec un pourboire de 94€.

Ecrit par le 4 décembre 2024

	Fréquence		Taux de pourboires		Pourboire max
Provence Alpes Côte d'Azur	33%	Grand Est	6,4%	France	112
Occitanie	24%	Pays de la Loire	5,9%	Auvergne-Rhône-Alpes	112
Normandie	24%	Ile-de-France	5,8%	Ile-de-France	104
Auvergne-Rhône-Alpes	22%	Auvergne-Rhône-Alpes	5,8%	Provence Alpes Côte d'Azur	94
Nouvelle-Aquitaine	20%	Provence Alpes Côte d'Azur	5,8%	Nouvelle-Aquitaine	51
Bretagne	19%	France	5,7%	Hauts-de-France	50
France	19%	Normandie	5,6%	Occitanie	50
Grand Est	18%	Hauts-de-France	5,6%	Normandie	38
Ile-de-France	17%	Centre-Val de Loire	5,5%	Pays de la Loire	35
Bourgogne-Franche-Comté	15%	Nouvelle-Aquitaine	5,5%	Bretagne	32
Hauts-de-France	10%	Bretagne	5,3%	Grand Est	29
Pays de la Loire	8%	Bourgogne-Franche-Comté	5,1%	Bourgogne-Franche-Comté	27
Centre-Val de Loire	6%	Occitanie	4,5%	Centre-Val de Loire	17

©sunday

L'émission Super Nanny lance un appel à candidatures en région Paca

Écrit par le 4 décembre 2024



L'émission télévisée [Super Nanny](#), diffusée sur la chaîne TFX, recherche des nouveaux participants pour de futurs épisodes. L'émission lance un appel à candidatures en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Si l'émission *Super Nanny* fêtera bientôt ses 20 ans, cela fait plus de 10 ans qu'elle est présentée par Sylvie Jenaly qui intègre des familles le temps de quelques jours pour aider les parents débordés par leurs enfants à retrouver leur autorité et l'harmonie du foyer. D'abord diffusé sur M6, le programme est aujourd'hui sur TFX.

L'émission lance aujourd'hui un appel à candidatures en région Paca. Parents solos, parents d'ados, familles nombreuses ou recomposées, Super Nanny vient en aide à tous les types de famille. Pour obtenir cette aide, il suffit de contacter directement Super Nanny sur [sa page Facebook](#), ou bien par mail à l'adresse casting.supernanny@warnerbros.com

15% des cigarettes vaucloisiennes sont des contrefaçons



Selon une étude* réalisée pour le compte de [la Seita](#) (Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes) 37% des cigarettes consommées au 4^e trimestre 2023 sur le secteur d'Avignon ne proviendraient pas d'un réseau de buralistes. Les fumeurs de la cité des papes et du Vaucluse s'approvisionneraient ainsi à hauteur de 15% en cigarettes de contrefaçon et à 22% en tabac provenant de duty-free ou d'achats transfrontaliers.

Ecrit par le 4 décembre 2024

Part de la contrefaçon dans la consommation de tabac au 4^e trimestre 2023

Avignon	Aix-en-Provence	Toulon	Nice	Toulouse	Béziers	Saint-Etienne	Clermont-Ferrand
15%	18,3%	15,6%	11,7%	11,7%	15%	18,3%	12,5%

La région Sud champion des réseaux parallèles de tabac

En région Provence Alpes Côte d'Azur, sur la même période, ce chiffre est de 41,8%, ce qui classe la région à la première place des régions françaises où l'on consomme le plus de cigarettes issues du marché parallèle (contrefaçon, contrebande, commerce transfrontalier, duty-free). Ce taux particulièrement élevé est en progression par rapport aux deux trimestres précédents (36,6% au 3^e trimestre 2023 et 32% au second).

Part des achats de Duty-free et transfrontaliers au 4^e trimestre 2023

Avignon	Marseille	Nice	Toulon	Nîmes	Montpellier	Béziers	Lyon	Clermont-Ferrand
22%	40%	28%	20%	36%	31%	30%	33%	22%

Dans la région, avec 40%, Marseille affiche des taux d'achats en duty-free et transfrontaliers largement supérieurs aux autres villes de Paca. Dans le grand Sud, seule la zone de Nîmes (36%) se rapproche de la cité phocéenne.

Chez nos voisins d'Occitanie, ce chiffre s'élève à 36,9% durant le 4^e trimestre de l'année écoulée. De quoi figurer en 10^e position des régions françaises. Ce taux reste très élevé et en ligne avec les deux trimestres précédents puisque celui-ci était de 40,3% au 3^e trimestre 2023 et 32% au second.

Côté Auvergne-Rhône-Alpes, cette part se monte à 37,3% (9^e région française) après 39,5% au 3^e trimestre 2023 et 30,6% au second.

Ecrit par le 4 décembre 2024

Poids des achats de cigarettes sur le marché parallèle par région

	Trimestre 2-2023	Trimestre 3-2023	Trimestre 4-2023
Provence Alpes Côte d'Azur	32,20%	36,60%	41,80%
Nouvelle Aquitaine	32,20%	39,70%	41,50%
Ile de France	34,20%	41,40%	40,90%
Bretagne	34,10%	37,20%	40,30%
Bourgogne Franche Comté	35,60%	40,30%	40,30%
Centre Val de Loire	31,50%	37,60%	40,20%
Hauts de France	33,70%	36,70%	40,10%
Normandie	33,80%	36,20%	38,10%
Auvergne Rhône Alpes	30,60%	39,50%	37,30%
Occitanie	32%	40,30%	36,90%
Pays de Loire	28,70%	35,90%	35,30%
Grand Est	29,80%	41,40%	33,80%

« Aujourd'hui, le marché parallèle demeure le premier concurrent de l'ensemble de la filière. »

5 milliards de recettes fiscales qui partent en fumée

« Avec 41,8% des achats de cigarettes en dehors du réseau des buralistes, la région Paca est un excellent exemple de l'ampleur du phénomène qu'est le marché parallèle en France, insiste Hervé Natali, Responsable des Relations territoriales Seita. Ces chiffres ainsi que les récentes annonces du ministre chargé des Comptes publics concernant les saisies de tabac (521 tonnes en 2023 ; 27 tonnes lors de l'opération 'Colbert 2' menée par les Douanes) démontrent que le trafic de tabac gangrène nos territoires. Cette fraude fiscale coûte chaque année à l'État 5 milliards d'euros selon le ministre de la

Écrit par le 4 décembre 2024

Santé. Tant que la fiscalité sera le seul moyen employé pour diminuer la consommation de tabac, les consommateurs feront le choix de l'optimisation fiscale en s'approvisionnant en dehors du réseau des buralistes. Aujourd'hui, le marché parallèle demeure le premier concurrent de l'ensemble de la filière. »

L.G.

**Étude co-financée par Imperial Brands, maison mère de [SEITA](#). Ces résultats sont issus d'une collecte des paquets vides dans l'espace public. Le panel de l'étude comprend 126 villes de la France métropolitaine, couvrant près de 22% de la population française. La dernière campagne de collecte (T4) a eu lieu entre le 21 novembre et le 21 décembre 2023.*